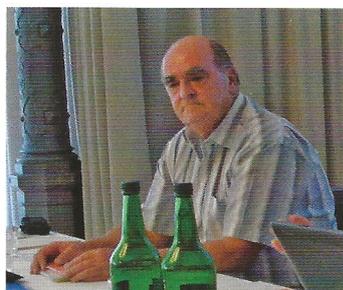


### Billet du président



## Apprendre de la crise du Covid-19, en sommes-nous capables ?

Au delà de la crise du coronavirus, il est permis de se demander s'il y a quelque chose à prendre et surtout à apprendre de cette pandémie. Et si ce méchant virus nous faisait réfléchir et changer un tant soit peu notre façon de penser ?

Certains veulent que tout redevienne comme avant, et cela le plus vite possible. D'autres s'interrogent et se demandent s'il y a matière à évoluer, à ne pas retomber dans nos errements d'avant. En deux mots, d'apprendre... En ces temps troublés, ce questionnement se justifie. Ne sommes-nous pas allés trop loin ? Par nos excès, n'avons-nous pas favorisé cette catastrophe ? Piller la terre qui nous héberge, produire où cela coûte le moins cher, consommer à outrance puis jeter et amonceler des déchets et les exporter dans les pays pauvres, cette économie n'est-elle pas dépassée ?

Si nous ne sommes pas capables d'apprendre de cette pandémie, c'est elle qui nous y obligera. En tout cas les prévisions conjoncturelles de la Confédération annoncent maintenant une chute de 6,7% du PIB pour l'année en cours, qui ne sera pas entièrement compensée d'ici la fin 2021. Cela montre clairement qu'en dépit de l'amorce de la stratégie de sortie du confinement, une récession à plus long terme se profile à l'horizon. Certes, des mesures de soutien à la conjoncture doivent être élaborées d'urgence afin de pouvoir donner une impulsion supplémentaire à la demande. Mais lorsque la reprise est lente, cela ne suffira pas ! Il faudra aussi faire des choix ! Des pans entiers de l'économie auront du mal à se relever. Seuls les investissements dans les branches innovantes ou dans des projets tournés vers la durabilité seront judicieux et susceptibles de donner un coup de fouet à une économie mise à mal.

Le chômage est en augmentation et plus d'un million et demi de travailleuses et travailleurs sont au chômage partiel. Or, les personnes concernées doivent prendre en compte 20% de leur salaire antérieur à leur charge. Cela représente environ 600 francs par mois. Un tel sacrifice pour les occupations à bas revenu, c'est une porte ouverte vers la pauvreté.

Alors que les Etats et les Banques centrales font marcher la planche à billets et s'exposent à une inflation galopante, la pauvreté risque de prendre l'ascenseur. Selon le directeur de Caritas Suisse, plus de 670'000 personnes vivent actuellement en dessous du seuil de pauvreté dans notre pays. Les files d'attente dans les magasins de l'institution de premier secours s'allongent de jour en jour. Face à une situation toujours plus pernicieuse, ces personnes doivent jongler avec leurs factures et souvent faire des choix de paiement qui les entraînent inévitablement dans l'endettement. Les primes de l'assurance-maladie et les loyers en sont les principaux facteurs. Et pendant ce temps, certaines régions n'hésitent pas à mettre les locataires en demeure en les menaçant d'expulsion ou en refusant tout arrangement de paiement.

Les lobbies ont sorti l'artillerie lourde pour se servir du prétexte de la crise, afin d'affaiblir les réglementations climatiques existantes ou en préparation. La Commission européenne est bombardée de missives et campagnes de communication de la part des industries automobiles, des producteurs de plastique à usage unique en passant par les entreprises de pesticides. L'autre camp a réagi avec détermination. En effet, dix-sept Etats membres ont appelé à ce que les plans de relance post-épidémie prennent en compte les questions environnementales. « Nous devons résister à la tentation de solu-

tions à court terme qui risque d'enfermer l'UE dans une économie basée sur les énergies fossiles pour des décennies », avertissent-ils. La neutralité carbone d'ici à 2050 reste l'objectif à atteindre.

Pour Sophie Swaton, philosophe et économiste, cette crise doit nous servir d'avertissement. On ne va pas relancer la consommation comme avant en sachant que la vie de l'humanité est en jeu. Défendre

une relance de la consommation sans relayer le message d'urgence écologique dans laquelle on se situe, c'est l'irresponsabilité. Nous pouvons encore aujourd'hui être dans une démarche citoyenne et participative. Alors, saisissons cette chance maintenant.

Michel Pillonel

## Autre regard sur la 5G

L'introduction progressive d'une nouvelle génération d'antennes pour les communications mobiles de 5<sup>ème</sup> génération (appelée habituellement 5G) soulève des craintes et des réactions. Sans vouloir entrer dans le débat sur la nocivité ou non des ondes mises en œuvre pour la 5G (en grande partie identiques à celles utilisées pour les générations précédentes) sur la santé, puisqu'il n'existe pas (encore) d'études fondées sur le sujet, on peut néanmoins se poser la question des avantages possibles notamment pour les seniors. Les applications ne sont pratiquement pas évoquées dans les débats actuels qui portent sur l'aspect sanitaire, avec parfois le complément « de toutes façons, on n'en a pas besoin ».

L'opposition au déploiement de la 5G est due aux craintes sanitaires mais aussi à une opposition au développement présumé de la société. Nous sommes au début d'une révolution sociétale avec tous ses aspects concomitants, qui exacerbent les peurs devant l'inconnu. Comparaison n'est pas raison, mais la même situation avait prévalu lors de l'apparition des premiers chemins de fer, avec la croyance que la vitesse pouvait rendre les voyageurs aveugles ou fous, ou avec l'hostilité des fermiers qui craignaient pour leur bétail, par exemple.

Un sondage récent a révélé que les jeunes ont un avis plus favorable que les personnes âgées. La raison est probablement qu'ils utilisent plus intensément les nouvelles technologies et qu'ils peuvent plus facilement imaginer les avantages.

La 5G offrira également des possibilités aux seniors, qui ont de la peine à les imaginer car ces opportunités sont nouvelles. Mentionnons-en quelques-unes. Le souhait de nombreuses personnes âgées, voire très âgées, est de pouvoir rester le plus longtemps possible à leur domicile, malgré une augmentation de leur fragilité et de leur vulnérabilité. Des mesures préventives peuvent le faciliter. Par ex., lors de périodes de grande chaleur (canicule), il leur est recommandé de boire en quantité suffisante. Un récipient spécifique permet de mesurer à distance le niveau de la boisson restante. Avec la centralisation de la transmission du résultat, cela permet à la personne en charge de n'intervenir qu'en cas de nécessité. Cette installation a été testée dans un EMS. Dans un tel cas, à l'intérieur d'un EMS, d'autres solutions techniques de transmission sont possibles. On peut suivre les personnes isolées à domicile et si nécessaire prendre contact téléphoniquement pour encourager à suivre la consigne.

Dans le cadre du programme européen AAL (« Active and Assisted Living Programme » - « Programme pour le développement de technologies d'aides et d'assistance aux personnes »), une application – parmi d'autres - déclenche une alarme lorsqu'une personne gît au sol après une chute. Voir le dossier du 12.11.2015 à ce sujet sur le site web de la FSR.

Parmi les conséquences de l'épidémie de Covid-19 (« Corona virus »), des applications existantes deviennent très actuelles, telle la téléconsultation médicale avec son médecin généraliste pour les personnes éloignées ou ne pouvant pas se déplacer. Ce système permet à un généraliste surchargé d'éviter de se déplacer à domicile. En Suisse, le premier jour (16.03) du confinement des élèves à domicile a vu les réseaux de télécommunication au bord de l'explosion, à cause des téléchargements des programmes scolaires ainsi que du télétravail.

Une application qui provoque parfois quelques sourires, est la connexion de frigos, qui permet de vérifier à distance ce qu'il contient. Greta nous incite, entre autres, à limiter le gaspillage alimentaire. Or bien des jeunes font leurs courses, mobile en main, adaptant leurs achats à la liste des ingrédients d'une recette. Prochaine étape : compléter le contenu du frigo selon les ingrédients de la recette.

La 5G permet une vitesse de transmission élevée, a un temps de réaction plus court et rend possible l'augmentation du nombre de connexions (avec la 4G actuelle env. 1'000 objets par km<sup>2</sup> – 5G : 1 million par km<sup>2</sup>). Une variante est représentée par la fibre optique. Son désavantage est qu'elle nécessite le déploiement d'un vaste réseau câblé, incluant chaque ménage. Ce qui nécessite un volume important de travaux, car les câbles doivent être posés (habituellement sous terre) physiquement. C'est donc chronophage et coûteux. Le nombre des supporters augmentera vraisemblablement avec l'apparition sur le marché de quantités d'équipements terminaux adaptés à la 5G. Ce n'est qu'une question de temps ! A noter que les leaders mondiaux en ce domaine travaillent déjà sur la 6G.

A chacune et chacun de se faire une opinion.

Pierre Lässer

(sources : l'illustré ; Pierre Zweiacker, EPFL, spécialiste des champs électriques et magnétiques - Françoise Berthoud, CNRS, cités dans ECOINFO)

Qui n'a pas remarqué que certains médicaments en Suisse sont trop chers comparés aux prix pratiqués dans nos pays voisins ? En particulier les génériques, ne devraient-ils pas être vendus aux mêmes conditions chez nous qu'à l'étranger ? Il y a certainement un manque de transparence dans la formation des prix. Selon les pharmas, les nouveaux médicaments nécessitent de longues et coûteuses recherches, c'est possible, mais il faut voir encore dans quelles proportions se reportent ces coûts.

Les médicaments approuvés à l'étranger devraient être acceptés automatiquement dans notre pays. Pourquoi obliger une nouvelle autorisation en Suisse si ceux-ci ont déjà été admis par nos voisins, par exemple dans l'UE ?

Côté assurances-maladie : pourquoi pas plus de transparence sur la fixation des primes ? Pourquoi les réserves ne suivent pas les assurés lors d'un changement de caisse-maladie ? Contradiction entre hospitalisations stationnaires et ambulatoires dans la prise en charge des coûts. Quelles influences interactives y a-t-il entre LAMal (assurance de base obligatoire) et LCA (assurances complémentaires) dans une même caisse-maladie ? Quid du traitement des maladies rares ? Pourquoi ne pas instaurer un système de réassurance afin

de pouvoir se payer des soins idoines ? Le lobby des caisses-maladie n'aurait-il pas une trop grande influence auprès de nos élus ?

Côté patients : combien de prestations sont inutiles ? Par exemple : examens faits à double, sans raisons objectives. Selon certaines sources, il y aurait env. 20 % des frais de la santé qui pourraient être économisés. Dans le domaine de la prévention, voire de l'éducation, il y a certainement encore beaucoup à faire.

Côté médical, on constate un manque de médecins généralistes, des facturations exagérées chez certains médecins spécialistes et souvent un personnel infirmier en sous-effectifs.

Après des décennies d'expansion du système de santé sans véritable remise en question, les Suisses ne peuvent plus faire l'économie d'une profonde réflexion et d'un débat démocratique qui devient de plus en plus urgent au vu de l'augmentation continue des primes d'assurance maladie, qui sont sur-proportionnelles à l'évolution des revenus d'une majorité de la population. Reste à voir quelles seront les solutions que le nouveau Parlement retiendra et, cas échéant, vers lesquelles le peuple suisse portera ses choix.

05.12.19 Albert Marti, Fédération Fribourgeoise des Retraités

---

## Pensez le changement au lieu de changer le pansement

Au sortir de la crise, la pandémie actuelle provoquera des bouleversements dans beaucoup de domaines. Au moment de la rédaction de cette contribution, la fin de la pandémie n'est pas en vue. Quelques pistes, non exhaustives, de réflexions ci-après.

L'émergence de la Chine, comme puissance mondiale et son but déclaré, poursuivre son « rattrapage » afin de contester le leadership mondial des USA, se confirme. « Tous les chemins mènent à Pékin et plus à Rome ». La Chine est en train de réécrire l'histoire, mais ses objectifs ne sont guère compatibles avec la démocratie et la liberté individuelle, telles que nous les concevons. On s'est gaussé du « America first » du Président américain, bien que cette maxime ne soit pas nouvelle. Il y a déjà plus de cinquante ans, le leader informatique mondial (américain) appliquait une stratégie semblable. En Suisse, on a évoqué le cas de Crypto. Un épisode similaire a eu lieu récemment avec une des firmes (américaines) des GAFAs ! Le hic pour la Chine interviendra lorsque des informations filtreront sur la véritable gravité de la crise, hors plans gouvernementaux de communication ou de propagande.

Une partie de notre chaîne générale d'approvisionnement sera à coup sûr remise en question. La mondialisation en tant que telle ne va pas disparaître car la Chine va continuer à être l'usine du monde

pour encore un moment. Mais les pays occidentaux vont probablement définir quelques domaines stratégiques à « rapatrier ». Pensons aux molécules nécessaires à la fabrication des médicaments qui pour un certain nombre de ces derniers, sont fournies exclusivement par la Chine ou l'Inde. Conséquence vraisemblable : des prix plus élevés.

Il y aura également une remise en cause, peut-être même fondamentale (« to be or not to be »), de l'Union européenne, après la cacophonie et le chacun-pour-soi initiaux.

En Suisse, les crédits gigantesques aux entreprises, aux artisans, aux indépendants, etc. vont avoir un impact de longue durée sur l'ensemble de l'économie et en fin de compte sur la politique. La diminution prévisible de recettes, notamment pour l'AVS, vont « réorienter » les débats politiques. L'issue d'initiatives populaires, y compris celles concernant les seniors, devient plus aléatoire.

Durant la crise, l'utilisation d'outils numériques va accélérer leur diffusion dans la société, même pour les seniors, par ex. de robots (insensibles à la maladie et disponibles 24h sur 24) notamment dans le secteur de la santé et les EMS. Sans parler des contacts, pour raisons professionnelles (séances, enseignement, etc.) ou privées.

On peut imaginer un endroit spécifique dans les EMS, installé pour permettre des échanges via les technologies modernes, en particulier pour les pensionnaires n'ayant pas leur propre terminal. Beaucoup de domaines devront se réinventer, du fait notamment que les personnes contraintes d'utiliser ces nouveaux moyens auront pris conscience de ces possibilités. De même, il n'est pas exclu que le transport individuel retrouve de l'attrait, surtout si le confinement partiel est maintenu.

L'incertitude règne également pour la solidarité rencontrée, vitale pour beaucoup de seniors, et le maintien des nouvelles règles, notamment de la distance physique entre personnes.

L'humanité a connu des pandémies plus ravageuses. Ainsi la peste du 14ème siècle, arrivée par la route de la soie, eut des effets dévastateurs pour la population. La pénurie de main d'œuvre consécutive entraîna l'apparition des premiers salaires fixes, des premiers droits sociaux. Ce fut un bouleversement qui mit fin à l'ordre féodal et permit les débuts de la Renaissance.

Respectez les consignes !

Pierre Lässer

(Source : interviews de Y. Harari, P. Frankopan, P. Sastre, Le Point 2.4.2020)

---

## Mouvement Chrétien des Retraités (MCR)

### Rapport d'activités 2019-2020

Force est de constater que nos finances nous préoccupent. Elles continuent de s'éroder, au fil de la diminution du nombre de nos membres. Comme le journal constitue une ressource financière importante, quasi unique, complétée par les différentes aides externes que l'on veut bien nous accorder, la diminution significative des entrées d'abonnements représente un risque pour notre mouvement.

Dans le but de rendre notre journal plus attractif, nous avons entamé une modernisation de sa présentation. Notre média est de ce fait très apprécié et chaque parution est attendue avec enthousiasme. Il constitue pour notre mouvement un des piliers fondamentaux, car il est actuellement le seul lien régulier, réel et concret entre nos membres disséminés dans toute la Suisse romande. C'est donc un maillon essentiel de cohésion.

Notre site internet nous donne également du souci. Nous avons changé de design et de système de gestion. Force est de constater qu'actuellement il n'est pas abouti et donc la satisfaction n'est pas au rendez-vous.

Notre Jubilé du 55ème, un événement important qui devait se dérouler le 17 juin 2020, a dû être reporté à l'année prochaine en raison du coronavirus.

En ce qui concerne notre thème annuel « Visage de Dieu » celui-ci a rencontré un écho très favorable. Il semble correspondre aux attentes de nos membres. Certains groupes innovent en travaillant les sujets proposés par le biais de groupes de marche. Pour l'année prochaine, notre collaboration avec nos amis belges va se poursuivre et le travail sur le nouveau livret a déjà commencé.

Pour terminer, le manque d'implication des paroisses nous préoccupe également. Actuellement nous avons beaucoup de peine à trouver les synergies entre générations qui, selon le Pape François, devraient être mises en place. Nous essayons d'y répondre favorablement, mais c'est difficile. Pour l'instant nous n'entrevoions aucune solution, vu le manque d'ouverture.

Au nom du MCR: Lise-Marie Ischi

---

## Dilemmes ?

Récemment, deux pharmas (une française et une suisse) ont dû admettre que les USA voulaient se réserver l'intégralité de leur future production d'un vaccin contre le Covid-19. « Rétropédalage » sous forme d'explications. En bref, c'est une concrétisation de « America first ».

Dès les premières mesures annoncées par le Conseil fédéral pour enrayer la propagation du Covid-19, des avis sur la présence de l'économie ou de la santé ont vu le jour. Un dilemme fait penser au paradoxe de l'âne de Buridan (1292 – 1363, philosophe français),

objet d'une image d'Epinal de notre enfance. Un âne, aussi affamé qu'assoiffé est à égale distance, mais opposée, d'un tas d'avoine et d'un seau d'eau. Tirailé entre ses deux besoins, il mourra de faim et de soif, faute de se décider.

Dans les deux cas, la solution n'est pas dans « ou » mais bien dans « et ». Sur le plan suisse, une telle approche est de mise par la série de mesures prises par le Conseil Fédéral. Il reste à espérer que cela prévaudra également pour les vaccins.

Pierre Lässer